

L'Adresse—M. Caouette (Témiscamingue)

dent, et j'en appelle ici au très honorable premier ministre, à tous les députés et à tous les ministres, le premier ministre Bourassa ne reviendrait pas des États-Unis avec un cinq cents. C'est clair? Les Américains se demandent si c'est rentable? C'est rentable: écrivons les chiffres. Quelle différence y aurait-il entre écrire le chiffre «100 millions» aux États-Unis ou à la Banque du Canada, ici, à Ottawa? Ceux qui sont écrits aux États-Unis appartiennent aux Américains c'est évident, tout le monde le sait. Si l'on écrivait à la Banque du Canada les mêmes chiffres, basés sur les mêmes richesses, non pas basés sur la lune mais sur les richesses de la baie James!

Monsieur le président, on peut se servir de la même sorte d'encre, de la même sorte de plume et écrire les chiffres au Canada, au lieu de les faire écrire chez les Américains. On serait alors propriétaires de la baie James. Nous leur donnons la baie James, et puis, tantôt, on entendra des gars comme le député d'York-Sud nous parler des «corporate welfare bums». C'est exactement comme cela que les choses se passent.

Alors, nous suggérons l'utilisation de la Banque du Canada, et non pas l'instauration de «machine à piastres», comme on en entendait parler, pour imprimer des dollars sans considération. Non, il faut créer les chiffres selon les faits.

Prenons un autre exemple. Le très honorable premier ministre se vantait, durant la campagne électorale, que notre produit national brut atteignait les 102 milliards de dollars pour la première fois dans l'histoire du Canada. Et alors que notre production augmente de façon vertigineuse, le nombre des chômeurs augmente, aussi, et l'on se dit: Combattons le chômage au Canada. Si, pour combattre le chômage, on prenait tous les chômeurs pour les mettre au travail afin de produire davantage, notre produit national brut pourrait facilement atteindre les 125 milliards de dollars par année. Ce n'est pas la production qui fait défaut, mais sa distribution. Alors, il faut trouver un moyen de prendre la production et de la distribuer au consommateur.

Voilà pourquoi nous suggérons l'établissement d'un revenu annuel garanti basé sur la production canadienne. Le revenu national atteindra cette année 71 milliards de dollars, selon les statistiques. Il existe un écart de 31 milliards de dollars de pouvoir d'achat par rapport à la production canadienne, soit \$1,490 par citoyen. Le gouvernement se demande toujours: Où prendrons-nous le crédit, où prendrons-nous l'argent? Nous avons la production. Pourquoi alors ne pas monnayer cette production par l'intermédiaire de la Banque du Canada et distribuer sa part à chaque Canadien en établissant un revenu annuel garanti. Appelons-le dividende national, si l'on veut.

Tantôt, le chef du Nouveau parti démocratique parlait de l'accroissement de la demande, au Canada. Nous en sommes. Mais si on enlève «la demande» à ceux qui en ont actuellement pour en donner à ceux qui n'en ont pas tellement, cela n'augmente pas la demande globale. Pour quelle raison le chef du Nouveau parti démocratique ne peut-il pas proposer un moyen d'augmenter le pouvoir d'achat global au Canada?

Nous suggérons, au cours de la campagne électorale, «un escompte compensé au détail de 20 p. 100». Ainsi, lorsqu'on achète un article de \$100 après entente,—et, bien entendu, après entente avec les détaillants canadiens du gouvernement central—on est assuré d'un escompte compensé de 20 p. 100. Les marchands sont libres de participer ou pas. Mais lorsqu'on participe, on s'engage à ne pas

augmenter les prix et à recevoir l'escompte compensé du gouvernement. A ce moment-là, pour un article de \$100, le détaillant déduit un escompte de \$20, et le consommateur ne paie que \$80, alors que \$20 le sont par le gouvernement fédéral.

Il s'agirait d'une subvention plus importante que les subventions versées aux grosses compagnies, parce que cela permettrait aux industries de répartir leur production et d'engager de la main-d'œuvre. Grâce à une entente entre les marchands détaillants et le gouvernement, nous pourrions combattre non seulement l'inflation, mais le chômage.

Monsieur le président, cet escompte compensé fait partie intégrante de la théorie du Crédit social. Cette théorie respecte l'entreprise privée, l'initiative personnelle. Nous sommes en faveur d'aider l'individu à donner sa pleine valeur pour le développement de son pays. Contrairement aux socialistes qui veulent que le gouvernement s'empare de tout, les créditistes disent: Libérez de plus en plus l'entreprise privée pour lui permettre de se développer, parce que l'initiative, c'est privé. Si l'on essaie de passer tout le monde par le même moule, on arrive à créer un troupeau comme on est arrivé à le faire dans certains pays communistes d'Europe et d'Asie. Ce n'est pas de ce système que nous voulons au Canada.

Monsieur le président, ces trois points ont servi mes collègues du Crédit social pendant toute la campagne électorale. Nous n'avons pas perdu notre temps à discréditer un parti plus qu'un autre; nous y sommes allés objectivement et, à la Chambre, mes collègues et moi-même continueront d'être objectifs. Nous voulons que cesse de régner cet esprit de division au Canada; le remède qui favorisera la meilleure entente, la meilleure coopération, la meilleure compréhension, c'est quand même la réforme économique, parce que notre problème primordial qui doit être résolu le plus tôt possible, c'est le problème économique. Il faut mettre l'économie au service de l'être humain.

Comme le disait le pape Pie XI en 1931, il y a déjà 42 ans: L'économie sera pleinement constitué et atteindra véritablement sa fin seulement quand il procurera à tous la part de biens que la nature et l'industrie ont le moyen de procurer, et cette part devra être suffisante pour assurer à tous au moins une honnête aisance.

C'est à assurer cette honnête aisance que nous travaillons sérieusement, objectivement et positivement. Je fais appel à tous les honorables députés, de quelque parti politique qu'ils soient, pour qu'ils collaborent et ne pensent pas seulement à renverser le gouvernement ou à préparer les prochaines élections, mais à donner aux Canadiens un régime respectueux de la personne humaine, régime qui leur permettra de devenir des êtres humains satisfaits dans un pays aussi riche que le nôtre.

Monsieur le président, les créditistes, comme je l'ai dit tantôt, continueront de faire des suggestions de façon objective. Nous ne jouerons pas à décider de renverser le gouvernement ou non.

Quand le gouvernement présentera une loi, je le dis officiellement et bien sincèrement, si elle est favorable à l'ensemble des Canadiens, nous l'appuierons, si elle ne l'est pas, nous la combattons, peu importe que cela entraîne la tenue d'élections ou non. Nous ne sommes pas attachés, nous sommes libres, même si l'on nous ignore depuis les élections. Pour ceux qui ne le savent pas, je le dis.

Dans la presse parlée ou écrite, on jurerait qu'il n'y a que trois partis politiques à la Chambre: les rouges, les